

# ANN

Agencia de  
Noticias de  
Nicaragua

Boletín bimensual  
No. 263  
2 de abril de 1992  
Managua



## LE FSLN LE DOS AU MUR

Angel Saldomando

Managua, 31 mars.— Les choses changent rapidement au Nicaragua. Les temps sont loin où l'on parlait de "défendre les conquêtes de la Révolution". Il aurait fallu pour cela avoir une stratégie de continuité du projet révolutionnaire.

Deux facteurs de poids ont empêché cette continuité: le projet révolutionnaire était en crise du point de vue de sa viabilité économique car il avait été dessiné à partir d'une vision monétariste des problèmes. D'autre part, le FSLN n'avait pas assez de réserves politiques et théoriques pour s'adapter rapidement à la nouvelle situation. Il a négocié avec le nouveau régime la continuité institutionnelle de l'Etat, essentiellement l'armée, la constitution et les biens distribués, suscitant l'idée que c'était là le parapluie qui allait préserver les acquis et les intérêts de la population.

### LE CHANTAGE A LA STABILITE

Le FSLN a ainsi traduit l'héritage de la Révolution en termes exclusivement institutionnels: nous avons acquis un Etat, une armée et un système qui garantissent les droits politiques. Mais cela n'a pas empêché que la restructuration du pays avance avec rapidité, favorisant la recomposition du pouvoir de la droite et des secteurs les plus forts de l'entreprise

privée. Cette restructuration se fait en s'appuyant sur la légitimité institutionnelle héritée du sandinisme mais elle la pervertit. Le FSLN a soumis les forces sociales qui le soutiennent à un schéma de stabilisation politique fondé sur l'héritage révolutionnaire mais l'essentiel a été exclu, c'est-à-dire la pression sociale pour que ces institutions ne connaissent pas un processus régressif. C'est ainsi que le FSLN est resté désarmé et de plus en plus subordonné à une stabilisation politique conservatrice dans laquelle il était le contrepoids à la politique néolibérale. A preuve son inertie face au programme d'ajustement, son appui à la privatisation qui a obligé les syndicats à négocier en position défensive. Le chantage du gouvernement a été permanent: ou la stabilité politique passant par la subordination aux décisions économiques ou le chaos qui fait apparaître le FSLN comme antidémocratique et menaçant un gouvernement légitime. Ce chantage a bien fonctionné à la direction du parti, dans le groupe parlementaire et l'armée et a permis l'apparition d'un courant de centre. Mais le manque de définition politique a fait du mal à tout le parti.

### SOMMAIRE

- LE FSLN LE DOS AU MUR
- ASSEMBLEE SANDINISTE : OUI A L'INTERNATIONALE SOCIALISTE
- PRENDRE POSITION SUR LES LUTTES
- CONGRES DE L'ATC ET DE L'UNE
- LE GOUVERNEMENT ET LE FSLN ENSEMBLE A WASHINGTON
- BARRICADE SUR LA SELLETTE
- LES SOMOZISTES SE REORGANISENT
- L'ARMEE ET LE GENERAL ORTEGA
- EL SALVADOR : LES PREMIERS PAS
- EL SALVADOR : L'EXTREME-DROITE RENACLE
- HONDURAS : TIRER LES LEÇONS DE LA DEFAITE
- EN BREF



40P 11481

Cependant, peu à peu, les secteurs populaires et leurs organisations ont pris conscience qu'ils étaient sans défense. Désormais, la trêve accordée par les syndicats après la seconde phase de la concertation (août 91) est terminée et les syndicats sont de nouveau dans la lutte, ainsi que les paysans sans terre, les démobilisés de l'armée et de la contra, etc... La raison en est simple: la politique de stabilisation a rompu la spirale de l'inflation mais au prix de la ruine du marché intérieur ainsi que des producteurs et travailleurs qui lui sont liés. Le renouveau des luttes a mis en évidence la réduction de la marge de manoeuvre du gouvernement mais aussi l'incapacité du FSLN à prévoir, articuler et canaliser les revendications. Dans ce contexte, les organisations populaires ont gagné une autonomie qui reflète le manque de ligne politique du FSLN mais aussi la nécessité d'une plate-forme unitaire et globale car, jusqu'à présent, elles sont allées négocier séparément avec le gouvernement sur des problèmes de fond.

#### NEGOCIATION AU SOMMET

Le 14 mars, le gouvernement a rencontré en privé la direction du FSLN en présence du général Ortega. La proposition gouvernementale, dont la presse a fini par connaître la teneur, prévoit clairement la subordination à sa politique pour favoriser la stabilité, les investissements étrangers et nationaux et le développement. Cette position implique qu'il va falloir continuer à supporter le poids de la crise et de la transformation du pays au bénéfice de la bourgeoisie internationalisée qui promeut un modèle excluant et fondé sur l'agro-exportation.

Le FSLN est ainsi le dos au mur. S'opposer à cette proposition implique avoir au moins une perspective économique qui rende le pays gouvernable. L'accepter, c'est jouer les pompiers du régime et canaliser les revendications dans l'étroite marge que laisse le pouvoir. En un mot, distribuer les fonds de compensation comme l'a prévu le gouvernement, sans remettre en cause l'utilisation du gros des ressources qui pénalise la population. Le problème est que le gouvernement a déjà pris la mesure du FSLN; il sait que sa direction n'a pas de politique définie et il tente de faire pression sur lui afin de soumettre les secteurs qui ont encore la volonté de s'opposer aux ajustements. Sa proposition explique clairement que, si elle est acceptée par le FSLN, celui-ci doit isoler ceux qui s'opposent à cet engagement. L'armée et la police parlent de plus en plus souvent de mettre de l'ordre pour sauvegarder la stabilité. Il y a déjà eu des affrontements avec les travailleurs et le manque de confiance mutuelle commence à se faire sentir.

La multiplication des conflits sociaux a permis de se convaincre que le pays traverse une crise aiguë, ce qui diminue la marge de manoeuvre du FSLN qui s'est engagé à rendre le pays gouvernable. C'est dans ce contexte difficile que la direction a convoqué les 28 et 29 mars l'Assemblée sandiniste. Le thème le plus important à débattre, outre l'entrée à l'Internationale socialiste, était le chemin à prendre dans la situation actuelle. La Direction nationale a présenté un document dont l'idée centrale est de s'orienter vers un accord avec le gouvernement sur la base d'une politique d'urgence pour freiner la crise. Ce texte, essentiellement descriptif, laisse dans l'ombre les implications politiques

d'un accord national pour les secteurs populaires. Par ailleurs, il étudie la politique économique gouvernementale sous le seul angle du "coût social". Il n'analyse pas les transformations que cette politique provoque dans le pays et leurs conséquences pour la population. Il place les intérêts de la nation au-dessus des acteurs sociaux, effaçant en une apparente neutralité la politique du gouvernement et le soutien que lui offre le FSLN.

L'Assemblée sandiniste a rejeté ce document, le jugeant trop flou. La majorité s'est prononcée pour l'élaboration d'une politique propre qui sera ensuite discutée avec le pouvoir. Elle a refusé l'idée d'un co-gouvernement et a décidé de créer une commission technique chargée de formuler la proposition économique du FSLN. Mais une minorité était favorable au cogouvernement et une autre à une opposition politique franche.

La position de la majorité était prévisible et laisse voir un repositionnement du FSLN, car l'état d'âme de la base a sensiblement changé au cours des derniers mois. La prise de distance de Daniel Ortega par rapport aux modérés, destinée à récupérer le mécontentement de la base, donnait déjà la dimension du malaise des militants. Mais le progrès n'est pas si grand: une résolution du congrès de juillet dernier affirmait que le FSLN était dans l'opposition et devait élaborer une proposition économique alternative.

La réunion de l'Assemblée sandiniste a servi au moins de révélateur. L'inertie venue d'une position ambiguë a favorisé la tendance pro-gouvernementale. La contradiction avec les secteurs populaires est devenue visible et montre le dénuement du FSLN face à la crise. Cette fois, la nécessité d'appliquer la résolution du congrès s'est imposée dans les faits. Il est également clair que le repositionnement du FSLN ne va pas être très profond et que les dissidents ont l'intention d'exercer une influence dans l'élaboration de la proposition économique. Le FSLN a cessé d'être ce qu'il était, mais on ne sait pas encore ce qu'il va devenir. L'année qui vient pourrait permettre de définir son nouveau visage. -(ANN)

#### ASSEMBLEE SANDINISTE: OUI A L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

**Managua, 1er avr. —**L'Assemblée sandiniste, réunie fin mars, s'est prononcée en faveur de l'entrée à l'Internationale socialiste. Par ailleurs, elle a demandé un dialogue national entre le gouvernement, le FSLN et toutes les forces sociales qui devrait déboucher sur un accord destiné à surmonter la crise économique.

L'Assemblée sandiniste, organe de décision entre deux congrès, explique dans son communiqué que l'entrée à l'Internationale socialiste (IS) a été approuvée "considérant qu'il est important de poursuivre la lutte sur la scène internationale pour la cause du Nicaragua et la défense des conquêtes révolutionnaires". Henry Ruiz, membre de la Direction nationale (DN), a admis

qu'avoit sollicité l'entrée avant d'en discuter au sein de l'Assemblée sandiniste était une erreur. Victor Hugo Tinoco, ancien vice-ministre des Relations extérieures, et le sociologue Orlando Nuñez, entre autres, se sont montrés préoccupés d'éventuelles réactions négatives à cette décision. V. H. Tinoco, bien que partisan de l'entrée à l'IS, a exigé de ne rien faire avant d'avoir réglé les problèmes internes du parti. La DN a rappelé les relations historiques qui unissent le FSLN et l'IS et les avantages du statut de membre à part entière; mais O. Nuñez a attiré l'attention sur le fait que cela ne comporte pas que des aspects positifs.

La DN a présenté son rapport d'activité pour l'année passée et a rendu compte de sa rencontre avec le gouvernement. L'Assemblée sandiniste s'est montrée favorable à un dialogue national qui permette de prendre des mesures concrètes en faveur de la stabilité et des couches populaires. En même temps, elle "soutient les justes luttes du peuple qui sont la conséquence de l'aggravation de la crise économique". D. Ortega a demandé de mener la bataille "de façon organisée" pour éviter le chaos et a estimé que le FSLN devait en prendre la tête. La création d'une commission chargée d'élaborer une alternative à la politique économique du gouvernement a été approuvée. D. Ortega considère qu'après l'obtention d'un accord national, des commissions comportant des représentants du gouvernement et du FSLN pourront se mettre en place afin de vérifier le respect des décisions adoptées. Selon lui, il ne s'agit pas là d'un cogouvernement, qui "n'aurait pas de sens actuellement". Le dialogue national pourrait commencer en mai, mais le FSLN pose comme condition préliminaire l'application des accords signés par le gouvernement dans le cadre de la concertation.

Certains ont estimé que le FSLN ne devrait pas s'embarquer dans le projet économique gouvernemental qui provoque de plus en plus de chômage. D'autres ont exprimé des doutes à l'égard d'Antonio Lacayo et ont demandé que l'accord national soit clair. Sur les 62 personnes qui ont pris la parole pendant les débats, 8 se sont prononcées en faveur d'un cogouvernement direct et 8 contre toute coopération avec le pouvoir.

L'Assemblée a consacré peu de temps à la discussion sur les médias et au rapport de la Commission d'éthique. -(ANN)

## PRENDRE POSITION SUR LES LUTTES OUVRIÈRES

Managua, 30 mars.— Prenant la parole devant les ouvriers de la canne à sucre en grève depuis presque deux semaines, Lucio Jimenez, coordinateur du Front national des travailleurs (FNT) a demandé, sans le nommer, au FSLN de se définir face aux luttes. En effet, les conflits sociaux se sont multipliés ces derniers temps et l'armée est même intervenue. La réunion de l'Assemblée sandiniste a apporté quelques réponses à ces inquiétudes.

S'adressant aux ouvriers du sucre qui occupent depuis plusieurs jours les jardins face au Palais présidentiel, Lucio Jimenez n'a pas caché son opinion à propos du journal *Barricada*, de la position de certains sandinistes et de la Direction nationale. "Je sais que le journaliste de *Barricada* est là. Je lui demande de bien prendre note de ce que nous disons, nous allons voir si son journal le publie", a lancé le dirigeant du FNT, exprimant l'opinion de beaucoup d'organisations de masse à l'égard du quotidien et se rangeant sur cette question aux côtés de Daniel Ortega. Mais le FSLN n'a pas pour autant échappé aux critiques. Le leader a affirmé que le gouvernement avait des "alliés importants" pour manipuler et "attiser la division". "Le gouvernement a des appuis dans sa lutte contre les travailleurs dans les partis et les organisations. Nous allons chercher ceux qui nous soutiennent (...) Si c'est dans l'armée que se trouvent ceux qui appuient le gouvernement, nous allons chercher dans l'armée ceux qui soutiennent nos luttes. Que ceux qui nous appuient le fassent savoir au peuple nicaraguayen et qu'ils ne viennent pas dire ensuite qu'ils se sont trompés (...) Ceux qui pensent que c'est une gloire d'être du côté du gouvernement, qu'ils le disent clairement. C'est le moment de se définir, demain ce sera peut-être trop tard".

Deux jours après, Tomas Borge, membre de la Direction nationale, répondait: "Ce serait facile de recueillir des applaudissements et même de voir notre cote remonter dans les sondages en nous ralliant aux appels à l'anarchie et à la violence (...) Ces compagnons, qui ont gagné leur prestige en défendant les travailleurs, sont obligés plus que d'autres à rester calmes et se montrer intelligents". Finalement, alors que les principaux conflits n'étaient toujours pas réglés, le FNT a rencontré le FSLN. Les deux organisations se sont prononcées contre le chaos et l'instabilité, qui proviennent des graves problèmes sociaux. Elles ont demandé la négociation, face à un gouvernement qui, dans le cas des ouvriers du sucre comme sur la question des salaires, refuse de discuter. Elles sont également tombées d'accord sur l'idée que c'est au FNT de mener à bien les négociations. Pourtant, le communiqué lu par L. Jimenez à l'issue de la rencontre insiste sur le fait que les travailleurs ont le droit d'exiger des positions claires de "ceux qui veulent se joindre à eux ou se mettre du côté du gouvernement".

Les conflits qui ont éclaté ces derniers temps concernent principalement les salaires et la privatisation. Un de ceux qui a fait le plus de bruit est la lutte des ouvriers de la canne à sucre qui campent face au Palais présidentiel. Le gouvernement a finalement accepté de les recevoir et il y a eu accord sur les pourcentages qui vont être accordés aux travailleurs dans la privatisation. Les discussions se poursuivent car la question des salaires n'a pas été réglée. Négociation également à la Banque centrale où les employés ont obtenu satisfaction. Pas de négociation par contre à Sebaco où, le 26 mars, l'armée est violemment intervenue pour déloger des travailleurs qui occupaient un silo de l'entreprise nationale d'approvisionnement (ENABAS) et une centrale électrique. L'armée a tiré sans sommation à l'intérieur du local d'ENABAS où les travailleurs s'étaient repliés, alors que ceux-ci criaient qu'ils allaient se rendre. Les mitrailleuses en ont blessé au moins un. L'armée a interpellé 47 ouvriers ainsi que des paysans qui passaient sur la route, les frappant pour les obliger à monter dans les camions. Elle a également détruit les

appareils photos du reporter de *Barricada*. Face aux protestations des syndicats et du FSLN, le gouvernement se défend en prétendant que les ouvriers étaient armés. Ce fait pourrait bien constituer un précédent inquiétant.

L'Assemblée sandiniste, réunie les 28 et 29 mars, a réaffirmé son soutien aux luttes populaires "qui sont la conséquence de l'aggravation de la crise". Elle a demandé au gouvernement de ne pas employer la force militaire pour résoudre les conflits sociaux mais au contraire le dialogue. -(ANN)

### CONGRES DE L'ATC ET DE L'UNE

Managua, mars. —L'Association des travailleurs de l'agriculture (ATC) a tenu son congrès les 21 et 22 mars. Deux fédérations ont refusé d'y participer. Quant à l'Union nationale des employés (UNE), elle a déplacé José Angel Bermudez du poste de secrétaire national qu'il occupait depuis deux ans.

Les délégués au congrès de l'ATC ont approuvé un plan de lutte visant à exiger du gouvernement des investissements dans l'agriculture et des transformations de nature à résoudre le problème du chômage et de la misère dans ce secteur. Ce plan demande plus spécifiquement l'extension du secteur de la banane, la substitution graduelle du coton et la rénovation des secteurs du café, de l'élevage, du riz, du tabac et du sésame. Mais la tâche prioritaire pour les mois qui viennent sera la lutte pour la terre et la légalisation des titres de propriétés. Les ouvriers agricoles se proposent d'utiliser toutes les méthodes de lutte, y compris la grève, tout en privilégiant la négociation.

L'événement du congrès a été l'absence des représentants de deux fédérations, celles du café et du riz, ainsi que de la revue de l'ATC *El Machete*. Les dissidents accusent le secrétaire général Edgardo Garcia et toute la direction de l'ATC de pratiquer des méthodes verticalistes pour se maintenir au pouvoir. "Les décisions continuent à être prises au sommet". Ils estiment qu'il n'y a pas de participation au sein du syndicat et que le congrès n'a pas été discuté par la base. Pourtant, ils se sont montrés d'accord avec le plan de lutte voté par les délégués. "L'unité n'est pas remise en cause; le problème, c'est la direction".

Le congrès de l'UNE n'a pas davantage été exempt de critiques. Ce syndicat connaît de sérieuses difficultés après la répression et le plan de reconversion qui a envoyé un grand nombre de ses adhérents à la rue. Le plan de lutte qui a été approuvé comporte la bataille pour la réglementation du statut des fonctionnaires, pour le respect des conventions collectives et pour les salaires. Le combat doit être unitaire mais "combiner de façon créative les différentes formes de lutte selon la particularité de chaque centre de travail". La direction élue à bulletin secret est pratiquement la même qu'avant, au détail près que José Angel Bermudez, jusque-là secrétaire national, est passé secrétaire à

la jeunesse de l'UNE. Le nouveau secrétaire national est Ernesto Espinoza, ancien responsable à l'organisation.

La Centrale sandiniste des travailleurs (CST) tiendra pour sa part son congrès en avril. -(ANN)

### LE GOUVERNEMENT ET LE FSLN ENSEMBLE A WASHINGTON

Managua, 30 mars. —Une délégation gouvernementale s'est rendue à Washington le 18 mars pour y participer à la réunion consultative des pays donateurs. Daniel Ortega, qui accompagnait cette délégation, a estimé que l'aide accordée par les pays donateurs était positive.

La communauté internationale a octroyé au Nicaragua 600 millions de dollars pour 1992 et autant pour 1993, entre prêts et donations. Les principaux pays donateurs seront les Etats-Unis, le Canada, le Japon, le Mexique et l'Espagne. Cet appui est le plus important obtenu depuis des années. La délégation gouvernementale, conduite par le ministre de la présidence Antonio Lacayo, était accompagnée également par Daniel Nuñez, président de l'Union de agriculteurs et éleveurs (UNAG).

D. Ortega a déclaré que sa présence à Washington était justifiée car son parti partage "la responsabilité de mener à bien le pays" en affrontant les problèmes qui le mettent au bord de l'explosion sociale et réduisent certains secteurs sociaux à la famine. A. Lacayo a de son côté jugé normal l'appui du FSLN à la démarche gouvernementale car "ce gouvernement est la continuation de la Révolution commencée en 1979". Reste à voir si, comme l'a réclaté D. Ortega, l'aide internationale sera utilisée par le gouvernement pour alléger le poids qui écrase les plus démunis. -(ANN)

### BARRICADA SUR LA SELLETTE

Managua, 28 mars. —Les dures critiques de Daniel Ortega contre le journal sandinite *Barricada* ont provoqué une forte réaction de l'équipe du quotidien et la surprise du public. Au cours d'une rencontre entre *Barricada* et D. Ortega, celui-ci a fait montre d'une certaine ouverture aux arguments des journalistes, tout en défendant sa conception d'un journalisme révolutionnaire et sandiniste.

D. Ortega a admis que la discussion sur les médias n'avait pas "commencé de la meilleure manière", mais il a soutenu qu'elle était nécessaire. Le dirigeant du FSLN a répété qu'il n'avait pas été d'accord avec la décision de transformer *Barricada*, prise il y a 18 mois alors qu'il était absent du pays. Selon lui, la nouvelle

politique d'information du journal privilégie des facteurs commerciaux et un journalisme "à sensation". Deux exemples en témoignent: la publication dans un espace acheté par le groupe sandiniste "du centre" de son document de base et une entrevue avec le ministre Antonio Lacayo dans le supplément hebdomadaire *Gente*. D. Ortega a demandé au journal de publier gratuitement toutes les contributions à la discussion au sein du FSLN, afin que *Barricada* "ne devienne pas le journal des riches". En ce qui concerne l'entrevue avec A. Lacayo, il a précisé: "Nous ne sommes pas parvenus à des accords avec le gouvernement qui justifient une semblable publicité". Le dirigeant sandiniste s'est plaint de ce que *Barricada* délaissait la Direction nationale du FSLN dans son information. Il n'y a plus que des correspondants étrangers pour se soucier de l'opinion de la Direction nationale, a-t-il estimé, soutenu dans cette critique par Bayardo Arce, qui participait à la rencontre en tant que président du Conseil éditorial de *Barricada*. Le Commandant Arce a regretté que la Direction nationale soit "l'orpheline de *Barricada*". Cette remarque a été son unique contribution au débat. Il estimait sans doute que la publication de son article rejetant fortement la critique de D. Ortega suffisait.

D. Ortega a demandé à l'équipe de *Barricada* de ne pas se mettre de manière opportuniste "la casquette du professionnalisme" pour justifier dans le travail quotidien une presse à sensation, alors que dans la discussion interne du parti elle privilégie des courants déterminés du FSLN sous "la casquette du journalisme sandiniste". La tâche principale d'un journaliste révolutionnaire et sandiniste est selon lui de "défendre les intérêts des travailleurs et des pauvres" et cela même dans le cas de conflits de travail au sein d'entreprises qui appartiennent au FSLN. Les journalistes devraient parler directement avec les travailleurs affectés et "pas seulement avec leurs représentants".

La critique de D. Ortega était convaincante en certains de ses aspects. La nouvelle conception qui voudrait que *Barricada* soit "un journal pour tous" a entraîné une tendance notable au "sensational" alors que la couverture des luttes sociales présente d'évidentes lacunes. La discussion s'avère nécessaire car les conséquences du néo-libéralisme se font sentir sur les médias. Certains journalistes de *Barricada* ne cachent d'ailleurs pas leurs réticences vis-à-vis de la nouvelle ligne éditoriale. A ceux-ci, la direction du journal répond par la nécessité d'être compétitif sur le marché des médias et n'hésite pas licencier ceux qui "ne satisfont plus aux nouvelles exigences de qualité". Pourquoi donc les critiques de D. Ortega ont-elles rencontré une telle unanimité de la part de la direction comme de la rédaction? Le dénominateur commun était sans doute la crainte d'une nouvelle mainmise de la Direction nationale sur *Barricada*. Cette crainte s'est exprimée à travers certaines interventions des journalistes. Même si Sofia Montenegro, rédactrice en chef du supplément *Gente*, a repris à son compte certaines critiques de D. Ortega, c'était surtout pour dénoncer une trop grande auto-censure des journalistes vis-à-vis de la Direction nationale qu'elle a pris la parole. Il faut repousser toute tentative de contrôle sur le journal, a-t-elle dit, donnant en exemple la faible couverture journalistique de deux luttes récentes des travailleurs dans des entreprises du FSLN, un garage et une grande boulangerie. Ces travailleurs défendaient leur droit à la propriété d'une partie de l'entreprise et leur lutte n'a fait l'objet que de "petites

notes en bas de pages du journal pour ne pas offenser la Direction nationale", a commenté S. Montenegro. "Dans la rue, on en dit beaucoup plus long que dans le journal", a-t-elle ajouté.

Selon Xavier Reyes, du conseil éditorial de *Barricada*, "le motif de cette discussion ne semble pas être journalistique mais plutôt lié à la crise que traverse le FSLN". Et il pourrait avoir raison car une seule entrevue avec A. Lacayo, même si elle insiste plus sur le côté "humain" du ministre que sur ses positions politiques, n'ôte aucunement à la Direction nationale son intérêt en tant qu'interlocutrice, si toutefois elle a une politique claire à exposer aux journalistes. Les rencontres au sommet entre le FSLN et le gouvernement ont provoqué un profond malaise chez les syndicalistes. Il est donc peu probable qu'une subordination du journal à la Direction nationale débouche sur une meilleure couverture des luttes sociales par *Barricada*. Selon X. Reyes, même si certains dirigeants syndicaux qualifient le journal "d'anti-ouvrier", beaucoup de syndicalistes viennent à la rédaction pour y exposer leurs problèmes. Certains journalistes ont répondu aux critiques de D. Ortega en rappelant qu'à plusieurs reprises, la Direction nationale avait eu une attitude passive face à certains événements politiques importants survenus dans le pays et qu'il n'y avait donc pas eu lieu de rendre compte de sa position.

Le directeur de *Barricada*, Carlos Fernando Chamorro, a admis que la publication du document du "groupe du centre" dans un encart payant avait sans doute été une erreur. Mais il a affirmé que la nouvelle conception du journal faisait l'unanimité dans l'équipe de rédaction. Le journaliste Guillermo Cortes a donné son opinion: "Avant, nous faisons beaucoup de propagande et celle-ci n'était même pas toujours bonne. On ne nous y obligeait pas; simplement on estimait alors que c'était la meilleure manière d'agir. Mais aujourd'hui je peux mieux me réaliser en tant que journaliste". Tous ses collègues ont approuvé cette appréciation. Ils ont défendu l'espace que leur offre *Barricada* dans sa conception actuelle, estimant que les critiques adressées par le secrétaire du FSLN étaient motivées surtout par ses besoins personnels en matière politique. -(ANN)

## LES SOMOZISTES SE REORGANISENT

Managua, mars.— La structure de l'UNO comme alliance et la forme de scrutin par liste aux législatives et aux municipales ont permis la résurrection de quelques momies. Les somozistes sont-ils en train de se réorganiser? Visent-ils un retour au pouvoir? Veulent-ils faire des affaires en grand comme avant? Veulent-ils avoir leur police? *El Semanario* a enquêté au Nicaragua et à Miami.

Le Parti Libéral Nicaraguayen (auquel appartenait le dictateur, NdT) aurait déjà organisé à Miami des commissions de travail qui ont un outil de propagande, *La Estrella*, journal des Nicara-

guayens en exil diffusé dans les principales villes étatsuniennes où ils se sont installés. Ces commissions sont également aidées par des Cubains. Le maire de Miami, celui de West Miami, celui d'Hialeah et un sénateur républicain sont chargés du travail de lobby auprès des sénateurs, des congressistes et des personnalités politiques afin de s'assurer du soutien des Etats-Unis à l'ambition présidentielle du maire de Managua Arnoldo Aleman. Les libéraux de Miami seraient en relation avec une équipe travaillant au Nicaragua et dans laquelle se trouvent entre autres Lorenzo Guerrero, conseiller du maire de Managua et José Rizo, chargé des Relations internationales de la mairie.

Il semble que le Parti Libéral de Miami soit en train de discuter du nom qu'il portera pour demander son inscription légale au Nicaragua. Certains pensent qu'il doit conserver le même parce qu'il correspond aux véritables opinions des libéraux, d'autres qu'il doit en changer car il ne doit pas être associé à ce que fut le parti de Somoza.

Anastasio Somoza Portocarrero, *El Chiguin* (fils du dictateur) suivrait de près les progrès du Parti libéral et le financerait pour lui permettre de gagner les prochaines élections. Mais aussi bien le Parti libéral qu'*El Chiguin* prennent soin de n'avoir aucune relation publique et c'est pour cela que le retour de Somoza Portocarrero au Nicaragua est tout à fait incertain. Cependant, il aurait déjà un pied dans le pays à travers les entreprises qu'il possède aux Etats-Unis et en Amérique centrale et qui pourraient financer le parti dans l'étape de discussion entre toutes les forces libérales existant au Nicaragua et jusqu'aux élections. On dit qu'il cherche à racheter la ligne aérienne nationale Aeronica par le biais de son épouse, une salvadorienne qui serait actionnaire de la ligne Taca (à laquelle le gouvernement nicaraguayen veut revendre en partie Aeronica, NdT).

Mais le soutien que les maires cubano-étatsuniens ont apporté à Aleman ne se limite pas à sa carrière politique. Il concerne aussi la sécurité des libéraux de retour au Nicaragua ainsi que celle de leurs entreprises. Leurs polices municipales seraient prêtes à financer le corps d'inspecteurs municipaux, dont certains auraient déjà commencé à être entraînés.

Les libéraux ont également le projet de redonner vie au *Mouvement nicaraguayen Pauvres*, qui opère à Miami sous la direction du tristement célèbre Cristobal Mendoza (ancien secrétaire de la Jeunesse libérale somoziste et ancien haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur de la dictature). Ce mouvement, très actif et connu dans le sud de la Floride, est très présent dans les médias cubains et nicaraguayens. Il recevrait un financement du Parti libéral, en particulier d'Aleman, pour le soutenir, saboter les activités d'Antonio Lacayo quand il se rend à Miami et travailler à ternir l'image de celui que les libéraux considèrent comme le prochain candidat des sandinistes.

Dans cette stratégie, Virgilio Godoy ne joue aucun rôle car il n'a pas su se créer une bonne image au Nicaragua. Les libéraux assurent qu'il a été neutralisé par les sandinistes. Les somozistes de Miami estiment qu'Aleman est plus intelligent, qu'il a plus de cran et qu'il est parvenu à éveiller l'intérêt de la population, contrairement à Godoy qui n'a pas su profiter de l'ouverture politique. Ils n'écartent pas l'hypothèse que ce dernier par-

vienne à améliorer son image, auquel cas ils pourraient soutenir sa candidature, mais cela leur paraît utopique. Quant à Alfredo Cesar, il n'entre pas davantage dans leurs plans, car la Résistance ne lui pardonne pas de l'avoir trahie et laissée dans une position désavantageuse face au gouvernement. Pourtant, les somozistes voient d'un bon oeil les frictions entre Cesar et Lacayo car elles affaiblissent le pouvoir. Ils laissent au président de l'Assemblée tout l'espace nécessaire pour qu'il continue à saper la légitimité du gouvernement. -(ANN/El Semanario)

## L'ARMEE ET LE GENERAL ORTEGA

Trish O'Kane et Raul Marin

**Managua, mars.** —L'armée nicaraguayenne a subi des changements spectaculaires depuis que le FSLN a perdu les élections. Elle s'est réduite et modernisée mais les militaires gardent une influence sur la société, surtout le général Ortega.

"Pour comprendre les choses difficiles, rien de tel que l'électrochoc", a affirmé Humberto Ortega quand certains sandinistes le critiquaient pour avoir remis une médaille à l'attaché militaire de l'Ambassade des Etats-Unis, Dennis Quinn. Cette décoration a en effet soulevé une vague de protestations au sein du FSLN (...) Selon un officier interrogé par Pensamiento Propio, H. Ortega "se fout" de la réaction des sandinistes. Pour lui, le plus important est "son armée" et il est disposé à faire le nécessaire pour maintenir son approvisionnement et la rendre plus professionnelle. "Il est très important que les Etats-Unis aient l'impression d'une armée nationale qui établira l'ordre dans le pays. Cela fortifiera nos relations avec eux et peut-être ainsi lui apporteront-ils une aide militaire, pardon, économique", a déclaré Rafael Solis, député sandiniste très lié au général (...)

## LE REVERS DE LA MEDAILLE

Selon nos recherches, la médaille attribuée à D. Quinn a beaucoup à voir avec la question de l'aide militaire (...) H. Ortega a été invité à faire une visite à Taïwan, qui a offert une aide. Bien que celle-ci excluait l'armement, elle a été interdite par les Etats-Unis qui accusaient alors l'armée nicaraguayenne de soutenir le FMLN au Salvador. C'est à ce moment-là qu'intervient D. Quinn, faisant tout d'abord pression pour que cesse l'appui logistique que des militaires apportaient au FMLN puis entreprenant des démarches pour que le veto étatsunien sur l'aide taïwanaise soit levé. Finalement, Washington a cessé de faire pression sur le général Ortega et accepté qu'il remette la médaille à l'attaché militaire.

Selon un officier de l'état-major, la nouvelle relation avec l'armée étatsunienne fait partie d'une stratégie visant à rendre l'armée nicaraguayenne plus professionnelle. H.Ortega souhaite que des officiers aillent se former dans les académies

militaires étatsuniennes et panaméennes et aient accès aux nouvelles technologies. Les entreprises de l'armée nicaraguayenne voudraient aussi opérer un rapprochement avec l'industrie qui est sous le contrôle du Pentagone. Dès 1984, date à laquelle le gouvernement sandiniste a commencé à consacrer plus de 50 % de son budget à la défense, l'armée a organisé ses propres entreprises, en particulier dans l'agriculture et l'élevage. En 1989, elle affirmait être autosuffisante pour une bonne partie de son approvisionnement. Après la défaite électorale, l'armée a mis en oeuvre un plan de réduction de ses effectifs mais a exploré toutes les possibilités de développer ses entreprises. En juin 1990, H. Ortega a réuni près de 3 000 officiers pour leur expliquer le plan de réduction des effectifs et a promis une aide à ceux qui allaient être mis à la retraite. Par ailleurs, l'armée a commencé à ouvrir des voies de pénétration dans des zones d'exploitation du bois et a loué ses hélicoptères pour extraire le bois précieux. Cependant, des milliers de militaires sont au chômage et beaucoup sont allés grossir les rangs des *recompas*. Quand on tente de les désarmer, ils accusent les officiers de s'être approprié des entreprises militaires.

L'armée nicaraguayenne est actuellement la plus petite d'Amérique centrale (28 000 membres). Des 68 000 militaires licenciés, 5 000 ont reçu en compensation un total de 10 millions de dollars. Mais l'institution est devenue indépendante du pouvoir civil. Selon R. Solis, le général Ortega, envisageant la possibilité d'un échec électorale du FSLN, avait commencé à se préoccuper de l'avenir. Quelques semaines avant les élections, une équipe interne, conseillée par R. Solis, avait élaboré une loi organique de l'armée qui institutionnalisait sa séparation du FSLN et établissait la hiérarchie, les rangs et les échelons. Cette loi, signée par Daniel Ortega, prévoyait que le chef des Armées serait nommé non par le pouvoir civil mais par un Conseil militaire, dont l'existence est ignorée de l'opinion publique. Ce mécanisme a permis que le général Ortega reste à la tête de l'armée après l'arrivée de la droite au pouvoir. *"Cette loi a garanti la stabilité de l'armée et de ses officiers. (...) D'une certaine façon, elle a été décisive dans la négociation de la transition"*, explique R. Solis. En 1991, le texte a été modifié et c'est désormais le président qui nomme le chef des Armées mais sur proposition du Conseil militaire, ce qui est une garantie suffisante pour le général Ortega.

De cette manière, ce dernier a permis la stabilité de son institution, qui est réduite mais compte des officiers formés qui acceptent totalement son leadership. L'armée s'est employée à passer au second plan et à ne pas trop intervenir dans la vie publique. Mais H. Ortega, avec le pouvoir que lui confère le contrôle de l'armée, tire, en coulisses, de nombreuses ficelles de la vie politique.

#### LA TENTATION DU CAUDILLISME

H. Ortega était à la tête de la tendance terceriste qui a lancé l'insurrection, puis chef d'une armée qui, dès 84, a décidé le cours de la révolution. Il continue aujourd'hui à marquer celui de l'histoire du Nicaragua.

Victor Hugo Tinoco, ancien vice-ministre des Relations extérieures, reconnaissait dans les pages de Barricada: *"Le général Ortega continue à penser qu'il faut conduire la paix, la révolution, la démocratie et le développement et que les positions avancent à coups de volant ou par des décisions audacieuses. Décisions au sommet, négligeant ce que pense le reste de la société"*. Peu d'hommes ont eu comme lui le destin du pays entre leurs mains à des moments décisifs de l'histoire. Stratège de la politique d'alliance avec les chefs d'entreprises et hommes politiques antisomozistes qui a permis la victoire de 79 et stratège de l'insurrection, c'est lui qui a négocié la reddition de la garde somoziste (...) Il a fait la preuve de sa capacité à mener des négociations sous pression et de son habileté à saisir les occasions offertes par la conjoncture historique (...) Son action à la tête de l'armée est plus discutable. En 1984, le pays était officiellement entré en état de guerre et l'armée devait affronter simultanément une guerre irrégulière et la menace d'une intervention étrangère. La décision de rendre le service militaire obligatoire et la stratégie anti-insurrectionnelle appliquée sans discernement dans le nord ont fini par diviser la société. Ces dilemmes n'ont jamais été résolus de façon satisfaisante par l'état-major. En 86, on parlait de la *"défaite stratégique de la contre-révolution"* au moment où celle-ci entreprenait une restructuration qui lui a permis de survivre jusqu'en 1991. De même, fin 88, l'armée continuait à traiter de mercenaires les paysans qui, souvent à cause de la stratégie anti-insurrectionnelle de l'armée, rejoignaient la contra.

Mais H. Ortega tirait également les ficelles de la paix. En 88, après la signature des accords de Sapoa avec la contra, il a entrepris avec Alfredo Cesar, alors membre du directoire de la contra, des conversations privées qui ont permis de fixer le cadre d'une possible solution négociée du conflit militaire. Il avait présentes à l'esprit l'éventualité d'une défaite électorale et la nécessité de préparer la transition quand il a décidé de donner une base légale à l'autonomie de l'armée. Quand la présidente Chamorro a dû chercher un compromis avec le FSLN, ce qui l'a opposée aux secteurs qui l'avaient portée au pouvoir, le rôle d'H. Ortega a été décisif.

C'est alors que le général a commencé à définir le rôle de l'armée comme facteur de stabilité politique. L'expérience latino-américaine montrait qu'aucune force de gauche n'était parvenue au pouvoir par la voie électorale sans se heurter aux militaires. La décision du FSLN d'orienter sa stratégie vers une reprise du pouvoir par les élections de 96 passait inévitablement par l'existence de Forces armées devenues arbitres de la stabilité.

Dans la négociation de la transition, H. Ortega a retrouvé les personnages avec lesquels il avait passé une alliance en 79. Mais une nouvelle relation est née entre lui et Antonio Lacayo, ministre de la présidence. Lors de la grève de juillet 90, l'armée est intervenue pour détruire les barricades et, quand le vice-président Virgilio Godoy a tenté de profiter de l'occasion pour introniser une *Junte de salut national*, H. Ortega est apparu à la télévision pour soutenir le gouvernement. Quelques temps

après, il a appuyé publiquement le programme économique gouvernemental.

Déjà à ce moment-là, certains secteurs du sandinisme avaient fortement critiqué le général qui, dans un entretien accordé au journal uruguayen *Brecha*, expliquait: "Nous allons être une armée constitutionnelle, qui ne fera jamais de coup d'état mais ne tirera jamais sur le peuple. Elle ne sera pas davantage le bras d'une force politique de droite ou de gauche". A propos du sandinisme, il affirmait: "La base dans sa majorité est favorable à une position de centre, qui est la position révolutionnaire dans les circonstances actuelles".

La doctrine du centre est revenue sur le tapis en février dernier quand un des sandinistes les plus proches du général, R. Solis, et d'autres hommes politiques liés à la tendance social-démocrate ont publiquement annoncé son existence. Bien que les dirigeants de ce groupe affirment que le général Ortega n'est pas derrière leur décision, ils ne nient cependant pas qu'il la soutient. L'essentiel de leur stratégie se fonde sur l'idée que le FSLN ne peut gagner les prochaines élections et qu'il doit donc faire alliance avec le groupe au pouvoir.

Le général a commencé l'année 92 en proposant une alliance avec son ennemi historique, les Etats-Unis. Les experts étatsuniens continuent à signaler que les thèmes qui doivent être débattus prioritairement par l'Assemblée nationale sont la garantie de la propriété et l'explosion sociale de novembre 91. Pourtant, les questions militaires avancent plus rapidement. En février, invité par l'armée sandiniste, un groupe de militaires étatsuniens spécialisés dans le contrôle de l'armement a fait une visite au Nicaragua. Et cela juste au moment où commençait le désarmement des recontras et des recompas. Désormais, le couple Lacayo-Ortega est la meilleure représentation du pouvoir politique. La crise de la transition a tellement affaibli la société que le rêve caudilliste est encore permis. -(ANN/Pensamiento Propio)

## EL SALVADOR : LES PREMIERS PAS

Managua, mars. — Les négociations salvadoriennes sont conclues mais il s'agit maintenant de mettre en application sur un terrain plein de contradictions ce qui jusqu'au 1er février n'était que signatures au bas d'un papier et émotion populaire. D'un côté, les forces internationales chargées de la vérification des accords (ONUSAL), contrôleront les changements dans l'armée et les forces de l'ordre pendant que l'instance nationale chargée de l'application des accords (COPAZ) s'occupera des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Le gouvernement Cristiani apparaît donc comme un gouvernement de transition : il a la responsabilité de l'Etat et de la société mais n'est pas le sujet actif de leur transformation. Il devra passer son dernier examen en 94, lors des élections.

La gauche comme la droite, habituées aux actions de force, essaient de s'adapter à cette nouvelle étape. Les accords voudraient que les masses deviennent protagonistes et s'expriment librement dans des espaces politiques ouverts, une fois le pouvoir militaire soumis au pouvoir civil.

## CESSEZ-LE-FEU

Les accords qui portent sur le cessez-le-feu semblent être ceux dont l'application se déroule le plus normalement, malgré quelque retard signalé comme involontaire par l'ONUSAL. Le processus en est coordonné par un groupe composé du chef des observateurs militaires de l'ONUSAL, le général espagnol Victor Suanzes Pardo et des représentants des Forces armées ainsi que du FMLN. La première phase du cessez-le-feu est pratiquement terminée : le FMLN a concentré ses forces en 50 points préétablis, principalement dans les zones qu'il contrôlait. Les Forces armées -63 000 membres- se sont regroupées dans une centaine de bases. La guérilla a remis à l'ONUSAL un inventaire de ses effectifs et de son armement :

8 600 personnes et 4 000 armes. La première objection au cessez-le-feu est venue de l'Armée et de Cristiani qui ont estimé impossible que la guérilla recense plus de combattants que d'armes. Le FMLN a qualifié cette appréciation de "speculation" et affirmé que cette question devait se régler entre lui et l'ONU, non avec le gouvernement. Ces problèmes n'ont toutefois pas été suffisants pour interrompre le processus. La seconde phase du cessez-le-feu prévoit qu'à partir du 1er mars les forces du FMLN se concentrent dans 15 bases et celles de l'Armée dans les 62 que ces dernières occuperont en temps de paix. La dénonciation par la guérilla du survol de ses zones par des avions militaires a provoqué une tension entre le Honduras et Le Salvador. Le gouvernement de Cristiani a reconnu en effet qu'il s'agissait d'avions honduriens violant l'espace aérien salvadorien.

## LA MISSION DE LA COPAZ

La Commission pour la consolidation de la paix (COPAZ), mise en place le 1er février, est composée d'un représentant de chacun des six partis politiques présents à l'Assemblée législative, de deux membres du FMLN et deux du gouvernement. Iqbal Riza -qui était délégué de l'ONU pour observer le déroulement des élections nicaraguayennes- et l'évêque de San Salvador Monseigneur Rosa Chavez y participent en tant qu'observateurs. La COPAZ devra prendre ses décisions par consensus et ses propositions aux différents pouvoirs auront donc un poids certain.

Malgré un certain retard pris sur le calendrier des accords, l'engrenage semble bien huilé et le système fonctionne. La COPAZ a déjà formé ses sous-commissions de travail, l'une chargée de l'organisation de la nouvelle Police nationale civile (PNC), l'autre des questions économiques et sociales. Elle est parvenue à un consensus quant à la composition du nouveau Tribunal Suprême électoral, qui remplacera le Conseil central des élections. Ce Tribunal comptera un représentant de la



Convergence démocratique et sera présidé par un membre de la Cour suprême de justice.

#### POLICE ET SECURITE PUBLIQUE

Le coordinateur général de la PNC, l'avocat Ernesto Arbizu, a été élu au consensus en janvier par les commissions négociatrices. Il lui revient de faire les premiers pas dans l'organisation de la nouvelle Police et de se mettre en quête de financement. Le manque total de ressources pour cette institution a été l'un des obstacles sérieux au processus de paix en février. La COPAZ a désigné les membres de la sous-commission chargée de la PNC et le président Cristiani devra nommer son directeur. Elle remplacera la Garde nationale, la "Police d'Hacienda", la Police nationale et les groupes de défense civile des zones rurales. Elle sera seule chargée de la sécurité publique et les Forces armées sont désormais exclues de ce domaine. Ce point représente le principal levier de la démilitarisation et de la pacification de la société, les corps de sécurité et de défense civile ayant constitué le pilier du militarisme et de la répression. Le 1er mars, les actuels corps de sécurité ont été dissouts: leurs membres devraient passer à l'Armée; ils seront soumis au contrôle militaire de l'ONUSAL, au processus de réduction et d'épuration prévu par les accords et sont exclus des fonctions de maintien de l'ordre. Seule, l'ancienne Police nationale continue provisoirement à exister, sous la responsabilité de Cristiani, en attendant que la PNC se soit installée sur tout le territoire et que ses cadres soient nommés. La perte du contrôle des forces de l'ordre est l'aspect le plus déploré par la droite et l'armée, qui font leur possible pour entraver la création de la PNC. Les médias pro-gouvernementaux accordent subitement une large place à la délinquance et à l'insécurité dans les villes. L'un des militaires membre de la sous-commission chargée de la PNC a proposé d'intégrer l'ancienne Garde nationale à la nouvelle Police, soutenu dans sa proposition par plusieurs figures de l'extrême-droite.

#### LES FOYERS DE DESTABILISATION

Le conflit de travail à l'usine de chaussures ADOC et la mise en oeuvre des accords concernant la question agraire ont donné l'occasion au patronat, aux latifundistes et à certaines institutions gouvernementales de demander à Cristiani de rétablir l'ordre. Ils ont de même incité l'armée, à travers des espaces achetés dans les médias, à assumer un rôle actif dans le maintien de l'ordre, alors que les réformes constitutionnelles lui ont ôté cette fonction.

Le cas de l'usine ADOC, qui domine le marché national et exporte massivement ses produits, constitue un des éléments dissonants: la fermeture définitive de l'entreprise a été la réponse aux mobilisations syndicales pour une augmentation des salaires, alors que le Forum économique et social n'est pas encore ouvert. Ce conflit a prouvé la persistance d'un style peu pragmatique dans certains secteurs.

L'autre problème, plus grave encore, concerne la question agraire. Le patronat comme le FMLN ont estimé que les aspects économiques et sociaux n'étaient pas suffisamment abordés

dans les accords. Beaucoup de lacunes et d'ambiguïtés demeurent qui rendent difficile leur mise en oeuvre. Début février, les latifundistes ont monté une campagne dénonçant les occupations de terres dans diverses régions du pays. Cristiani a parlé de 260 "occupations illégales". Le FMLN a nié le fait, affirmant qu'il s'agissait en réalité du retour de certains propriétaires sur des terres qu'ils avaient abandonnées, principalement dans les zones de la guérilla, et qu'ils tentent aujourd'hui de récupérer. Même s'il y a eu quelques occupations, elles touchent surtout des grandes propriétés privées de plus de 245 hectares, non cultivées et destinées à être attribuées aux paysans sans terres. Selon les accords, d'autres terres doivent faire l'objet d'une assignation: celles qui se trouvent dans les zones contrôlées par le FMLN, celles de l'Etat qui ne sont pas des réserves forestières et celles que leurs propriétaires vendront volontairement à l'Etat. Les terres situées dans les zones de la guérilla devront être vendues par leurs anciens propriétaires à ceux qui les cultivent actuellement, c'est-à-dire la principale base sociale du FMLN. Celui-ci a présenté à la COPAZ un inventaire de ces terres qui couvrent 38 % du territoire agricole du pays.

Il faut ajouter à ces problèmes celui qui a surgi entre le Honduras et le Salvador. Le gouvernement hondurien a accusé le gouvernement salvadorien de distribuer des terres frontalières en litige -400 kilomètres carrés- à des combattants du FMLN. Cristiani a nié le fait et le Honduras a demandé l'intervention des Casques Bleus de l'ONU. On ne peut écarter l'hypothèse d'une manipulation des Honduriens par l'extrême-droite salvadorienne afin de déstabiliser le processus de paix.

Malgré les années d'affrontement, la mise en oeuvre des accords n'a pas rencontré au cours des premières semaines de problèmes majeurs, même si les principaux conflits de l'avenir s'annoncent déjà. La gauche et la droite ont pris conscience que sans flexibilité et pragmatisme, l'exécution des accords se transformerait en confrontation prolongée. Mais de la prise de conscience aux actes, il peut y avoir beaucoup d'obstacles. Le patronat a annoncé qu'il conditionnait au règlement du problème de la terre sa participation au Forum de concertation, qui aurait dû s'ouvrir en février. Mais le processus de la paix est irréversible et la dynamique du consensus et de la concertation commence à se consolider. -(ANN/Envio)

#### EL SALVADOR : L'EXTREME-DROITE RENACLE

**Managua, 27 mars.** — Le FMLN et le gouvernement salvadorien s'accusent mutuellement d'entraver l'application des accords de paix. Mais quels secteurs ont intérêt à freiner un processus qui, surveillé de près par l'ONU, devrait déboucher irréversiblement sur la démocratisation de la société ?

Après que plusieurs secteurs ont manifesté leur mécontentement pour le retard pris dans la mise en oeuvre du programme

prévu par les accords, le sous-secrétaire adjoint de l'ONU, Marrack Goulding, est arrivé au Salvador où il a participé à une réunion entre le FMLN et le gouvernement. Il y a été décidé de fixer un délai aux attributions de terres, l'un des problèmes les plus épineux. Le gouvernement s'est engagé à mettre un terme aux expulsions et le FMLN à cesser de déplacer des paysans vers les zones qu'il contrôle. Les conflits suscités par la question agraire servent de prétexte au patronat pour refuser de s'asseoir à la table de la concertation économique et sociale, dont l'ouverture était prévue le 15 février. Les organisations paysannes font pression de leur côté sur la COPAZ pour que ce Forum de concertation s'ouvre rapidement et exigent la création d'une commission spéciale pour la terre.

La seconde étape de la concentration des forces de la guérilla, qui devraient déjà s'être regroupées dans 15 pôles, a également pris du retard car, selon le FMLN, le gouvernement met des obstacles à l'arrivée de l'aide internationale destinée à financer l'installation des combattants et leur réintégration à la vie civile. Le FMLN a lancé un appel au mouvement populaire salvadorien et à la communauté internationale pour l'approvisionnement en nourriture et en médicaments de ses zones de reconcentration.

Les transformations prévues au sein des forces de l'ordre posent également un problème : la Police d'Hacienda et la Garde nationale auraient dû être dissoutes le 1er mars et leurs effectifs intégrés à l'Armée. C'est ce qui a été fait, affirme l'Etat-major militaire. En réalité, répond l'opposition, ces corps ont été maintenus en tant qu'unités structurelles et rebaptisés Police militaire et Police des frontières. De plus, le nouveau directeur de la Police nationale civile n'est toujours pas nommé et la mise en place de cette institution traîne en longueur.

Tout indique donc que les secteurs les plus extrémistes de la société, la classe possédante et ses alliés militaires, freinent des deux pieds et font tout ce qu'ils peuvent pour contourner des accords qui, s'ils ne les privent pas de tout pouvoir, en institutionnalisent les limites. Le FMLN accuse l'extrême-droite salvadorienne d'avoir utilisé sa vieille complicité avec l'extrême-droite et l'armée honduriennes pour créer un conflit frontalier destiné à détourner l'attention de l'opinion publique des véritables problèmes. En effet, affirme la guérilla, les familles paysannes qui vivent dans les territoires en litige à la frontière du Honduras y sont installées depuis plusieurs années et n'y ont pas été regroupées récemment par le FMLN comme le prétexte le Honduras pour y masser ses troupes et survoler ces zones.

Cristiani, entre le marteau et l'enclume, manie le double langage: d'un côté, il affirme -surtout face aux instances internationales- que tout va bien, hormis un léger retard dû à la mauvaise volonté de la guérilla et au manque de ressources; d'un autre, il n'hésite pas à avoir recours à la menace et à la répression pour rassurer sa base : les paysans qui occupent les terres seront punis de peines allant jusqu'à trois ans de prison, a-t-il averti. Pour donner plus de poids à ces menaces, il a symboliquement expulsé du pays un jésuite étatsunien, Michael Kelly, qui avait pris parti pour une communauté paysanne délogée de ses terres.

Le FMLN est pour sa part bien décidé à ne pas céder un seul pouce du terrain gagné par les accords. Mais il a manifesté sa flexibilité en remettant à la Justice deux de ses combattants qui avaient tué en janvier 91 deux conseillers militaires des Etats-Unis après avoir abattu leur hélicoptère.

Au Salvador, la guerre est officiellement finie, mais aucun des problèmes qui l'ont provoquée n'est réglé. Le FMLN critique la faiblesse du programme de reconstruction du gouvernement. Il estime en effet que ce programme tend à utiliser l'aide internationale pour réparer les dommages de la guerre et l'infrastructure saccagée et non à transformer une société foncièrement inégalitaire. -(ANN)

## HONDURAS : TIRER LES LEÇONS DE LA DEFAITE

Ana Luis Restrepo

**Managua, mars.** — Le gouvernement hondurien est parvenu à détruire en janvier dernier la plus forte organisation ouvrière du pays, le Syndicat des travailleurs de l'entreprise nationale d'énergie électrique (STENEE). Sa dirigeante, Gladys Lanzas, relate l'histoire récente du syndicat et analyse la défaite.

Le STENEE s'est développé dans les années 70 et s'est politisé au début des années 80, lorsque l'armée a accusé ses dirigeants de complicité dans un attentat de la guérilla contre des installations électriques, ce qui les a obligés à entrer dans la clandestinité. L'année 84 a ouvert une nouvelle étape avec une montée de la combativité du STENEE : il obtient une convention collective mais la répression antisyndicale frappe durement ses membres. Certains d'entre eux sont arrêtés et torturés et c'est par la grève que leur libération est obtenue. Avec l'arrivée du gouvernement Callejas, le syndicat élargit son action à la lutte contre la privatisation et contre la cession de l'entreprise à des multinationales en paiement de la dette nationale. En avril 91, la Banque mondiale et la BID exigent de son directeur une augmentation des tarifs à la consommation. Le STENEE appelle alors à une grève qui durera 21 jours et sera la plus populaire de son histoire. Le gouvernement planifie à ce moment la liquidation du syndicat.

*Pensamiento propio: Comment s'est terminée la grève d'avril?*

Gladys Lanzas: Nous avons obligé le gouvernement à promettre qu'il ne privatiserait pas et qu'il n'augmenterait pas les tarifs de l'électricité, excepté pour les entreprises multinationales. Cela l'a mis dans une situation délicate vis-à-vis de la Banque mondiale. Mais il a ensuite violé ses engagements, augmentant les tarifs pour tous, y compris les plus pauvres, faisant appel à des entreprises privées pour nous remplacer dans certains services et annonçant les licenciements.

*PP: Que s'est-il passé ensuite ?*

GL: Le gouvernement nous a provoqués pour pouvoir nous détruire. En octobre 91, nous nous sommes rendu compte que l'entreprise recrutait dans plusieurs régions en dehors des termes de la convention collective et déclenchait des conflits pour pouvoir licencier. Le syndicat n'est pas tombé dans cette provocation et n'a pas déclaré la guerre. Nous avons voulu nous gagner l'appui de la population et avons organisé un arrêt de travail d'un journée le 6 novembre pour protester contre les augmentations de tarifs. Le 8 novembre, le gouvernement nous déclarait syndicat illégal en inventant que nous avions l'intention d'occuper les installations électriques centrales. L'armée a alors occupé ces installations, empêchant les travailleurs d'y pénétrer et, le 27 novembre, le gouvernement a décrété que nous étions en "grève illégale". L'entreprise a licencié tous les dirigeants et les militants actifs du syndicat.

*PP: Comment ont réagi les centrales syndicales ?*

GL: Les travailleurs ont refusé de retourner au travail mais, le 2 janvier, nous avons appelé à la reprise car les centrales syndicales ne nous ont pas soutenus et nous ont pratiquement tourné le dos. C'était pourtant pour elles l'occasion de s'opposer aux mesures économiques du gouvernement. Mais depuis novembre elles nous disaient que le moment était mal choisi pour la grève. Elles n'ont jamais informé leurs bases de notre mouvement, ce qui est contraire à leurs statuts. Beaucoup de syndicats étaient pourtant décidés à se battre. Les centrales nous ont poussés à signer un accord avec la direction de l'entreprise, mais il était tellement en retrait par rapport à la lutte que nous menions depuis deux ans que nous avons refusé.

*PP: Votre attitude n'a-t-elle pas été trop intransigeante ?*

GL: Le gouvernement a eu les mains libres pour licencier. Si nous avions signé, il l'aurait fait pareillement mais de plein droit. Les seuls à être sauvés auraient été les dirigeants syndicaux.

*PP: Quelles ont été les conséquences de ce dénouement ?*

GL: Le gouvernement sait que pour le moment, il fait ce qu'il veut. Il va démanteler l'entreprise et la céder en partie à des entreprises privées honduriennes, en partie à des entreprises étrangères. Sur 2 000 travailleurs, 600 ont déjà été licenciés et 600 autres le seront le mois prochain. L'objectif du plan d'ajustement est de détruire le mouvement syndical, qui devra se contenter de mendier de petites augmentations de temps en temps, quand on le lui permettra. J'ai dit à certains camarades qu'ils avaient enterré le mouvement syndical. Le solidarisme pénètre avec force dans notre pays et le mouvement syndical ne grandit pas, donc il mourra.

*PP: Que va-t-il se passer pour les travailleurs licenciés ?*

GL: Nous voulons apporter une réponse ouvrière aux mesures d'ajustement économique et à la privatisation. Utilisant notre

expérience professionnelle, nous allons fonder une coopérative proposant les services qu'offrait avant l'entreprise électrique et qui vont être maintenant privatisés.

*PP: Quel est ton avenir en tant que dirigeante ouvrière ?*

GL: J'ai assuré la direction du syndicat à partir de 84, lorsque ses dirigeants ont été exilés ou ont "disparu". Ces années ont correspondu à une forte participation de la base syndicale et j'en suis fière. Nous avons corrigé une série d'erreurs, par exemple le manque de démocratie interne, et cela a entraîné une participation massive des travailleurs. Chaque décision était discutée et émanait de la base. Nous avons créé un programme d'éducation pour élever le niveau de conscience, une éducation de classe, ce qui ne signifie pas parler sans cesse de politique mais faire comprendre aux travailleurs leur origine et leur appartenance de classe.

*PP: Que va-t-il rester de tout cela ?*

GL: Nous continuons à vouloir organiser les travailleurs. La classe ouvrière n'est pas morte en même temps que le STENEE. Nous allons continuer avec l'école syndicale et nous voudrions ouvrir une université ouvrière. Notre peuple a besoin d'acquérir une conscience claire de sa tragédie, il faut l'alimenter pour qu'il trouve lui-même les solutions à ses problèmes et qu'il cesse de tout attendre des partis politiques traditionnels. - (ANN/Pensamiento Propio)

## EN BREF

**DEMISSION DU MINISTRE DE L'INTERIEUR.** Carlos Hurtado a démissionné le 31 mars de ses fonctions de ministre de l'Intérieur, officiellement pour raisons de santé. Le journal *Barricada* avance l'hypothèse qu'il voulait démanteler la Police en plusieurs corps autonomes, un projet auquel l'exécutif était opposé. D'autres pensent que les événements de Sebaco, ou c'est principalement l'armée qui est intervenue, serait à l'origine de cette décision. Le nom de son successeur n'est pas encore connu.

**LES PETROLEUSES.** 300 femmes de la région d'Ocotlán, dans le nord, se sont constituées en groupe armé pour se faire entendre du gouvernement. Démobilisées de la contra et de l'armée, paysannes des coopératives et habitantes des quartiers populaires, elles estiment que leurs problèmes spécifiques n'ont pas été pris en compte dans les négociations récentes entre les groupes armés et le gouvernement.

**LES ETUDIANTS** sont descendus dans la rue pour exiger que 6 % du budget national soit attribués à l'Université, ainsi que le prévoient la Loi d'Autonomie de l'Université et la Constitution. 30 000 étudiants sont confrontés à des conditions d'études désastreuses (manque de salles de classe, de matériel pédagogique) et leurs enseignants reçoivent un salaire équivalent environ à 200 dollars.

**LOCATAIRES.** Selon le mouvement communal, 20 000 familles ont été délogées, dans la plupart des cas violemment, depuis l'entrée en vigueur de la loi sur les locataires en décembre 90. Dans la majorité des cas, il s'agissait de locataires en retard de paiement du loyer ou vivant dans des maisons que les propriétaires voulaient récupérer. L'Association des locataires déposera à l'Assemblée une proposition de réforme de cette loi qui menace des milliers de familles sans ressources.

**CHOLERA.** La localité de Tipitapa est en état d'alerte. Quatre cas de choléra se sont déclarés dans le même quartier, ce qui porte à six leur nombre total. Selon le directeur du centre de santé, la ville est totalement exposée car les points d'eau sont peu profonds et facilement contaminables. Les eaux usées s'écoulent à l'air libre, l'eau et les latrines font défaut et les habitants du quartier sont extrêmement pauvres : un cadre très répandu dans le pays.

**FRESQUICIDE.** *"Transformez le monde, libérez les opprimés, portez la bonne nouvelle aux pauvres"*, disait le Christ à la foule rompant ses chaînes à coups de machette et de pelle. Le message n'a pas plu au maire de Managua, Arnoldo Aleman, qui a envoyé ses sbires effacer la fresque ornant le mur d'un parc, dans le quartier d'Altagracia. La peinture avait été réalisée collectivement par les chrétiens du quartier en 1980. Le mur n'est pas resté blanc longtemps. Le "fresquicide", comme certains l'appellent ici, y est dénoncé d'une phrase : *"Ici, il y avait une fresque chrétienne que le maire a fait effacer"*.

**LES CENTRAMERICAINES CONSPIRENT.** La rencontre centraméricaine *"Une femme nouvelle, un nouveau pouvoir"* s'est déroulée au Nicaragua du 23 au 25 mars. 500 participantes venues de toute la région y ont discuté d'un thème considéré par beaucoup comme un scandale : l'égalité des droits publics et privés entre les hommes et les femmes. La majorité d'entre elles représentait des organisations populaires de la région, dont 38 nicaraguayennes.

**EL SALVADOR.** La *Radio Venceremos* du FMLN est entrée dans la légalité. Après 11 ans de clandestinité, une des deux radios de la guérilla, qui abritait ses équipements dans une grotte proche de la localité de Perquin, dans le nord du pays a inauguré son nouveau local à San Salvador. Mais la radio *"continuera à battre au rythme du coeur du peuple"*, a déclaré son directeur, Carlos Enriquez.

**EL SALVADOR.** 20 000 enseignants - 95 % de la profession - sont lancés dans la grève le 30 mars pour exiger une augmentation de salaires. Ils n'écartent pas la grève illimitée si le gouvernement ne leur donne pas satisfaction.

**EL SALVADOR.** Le commandant Juan Ramon Medrano, de la commission politique du FMLN, a reconnu au cours d'une conférence de presse que *"des débats animés et un certain mécontentement"* se font jour dans l'organisation depuis le changement de situation. *"L'unité n'est pas menacée pour le moment mais il y a des divergences"*, a-t-il signalé, prévoyant un futur regroupement des forces au sein de la gauche dans son ensemble. Il considère *"non viables"* les positions de certains secteurs de la guérilla qui défendent la nationalisation des banques et de l'industrie *"et d'autres idées qui n'ont pas leur place"*.

**PANAMA.** Les anciens habitants du quartier populaire El Chorrillo, totalement détruit au cours de l'invasion des Etats-Unis, poursuivent leur lutte pour une indemnisation. Ils exigent du gouvernement Endara qu'il s'explique sur l'usage qui a été fait des 40 millions de dollars donnés par Washington pour la reconstruction -une aumône si l'on sait que l'invasion a fait 20 000 sinistrés, des centaines de morts et des centaines de millions de pertes matérielles. Le gouvernement a répondu aux manifestations de rue par la violence policière et l'arrestation de deux dirigeants de la communauté.

**HONDURAS.** On a découvert un réseau de trafic d'enfants auquel sont mêlés de hauts fonctionnaires et de nombreux avocats. Ce trafic s'effectuait "légalement" à travers certains services des Affaires sociales. Les enfants, achetés ou volés, étaient vendus environ 5 000 dollars à des familles étrangères, après avoir été bien nourris dans des centres spéciaux. Certaines jeunes filles se laissaient convaincre de faire un bébé en échange de petites sommes d'argent versées durant leur grossesse. - (ANN)

ABONNEMENTS : 458 F (Comités 900 F; Institutions 1 300 F)  
Chèques à l'ordre de : ANN, 15 rue Muller 75018 PARIS  
Pour la Suisse : 124 CHF (Comités 265 CHF; Institutions 1 300 CHF) sur le compte 80-19853-7 Zurich.  
Un paiement semestriel est possible.  
Rédaction au Nicaragua : Michèle Faure et Frédérique Perrin  
Tel : 505 2 27253.